

Le rôle d'une « tierce-partie » dans l'ouverture d'une négociation de paix

La France et la guerre du Vietnam (1965-1969)

Pierre Journoud

DANS **HYPOTHÈSES** 2001/1 4 , PAGES 141 À 150

ÉDITIONS **ÉDITIONS DE LA SORBONNE**

ISSN 1298-6216

ISBN 2859444149

DOI 10.3917/hyp.001.0141

Date de mise en ligne : 01/01/2009

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-hypotheses-2001-1-page-141?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de la Sorbonne.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

**LE RÔLE D'UNE « TIERCE-PARTIE »
DANS L'OUVERTURE D'UNE NÉGOCIATION DE PAIX.
La France et la guerre du Vietnam (1965-1969)**

Pierre JOURNOUD*

1965 : le Vietnam s'enfoncé encore un peu plus dans la guerre... Aux attentats meurtriers perpétrés contre les bases américano-vietnamiennes du Sud Vietnam par le Front National de Libération (FNL) soutenu par les communistes nord-vietnamiens, répondent les bombardements aériens de l'US Air Force sur le Nord, suivis, le 8 mars, par le débarquement à Danang de 3 500 marines, premier contingent américain d'une longue série. 1968 : au terme d'un engrenage bien connu, on compte désormais plus d'un demi-million de soldats américains. Mais le 31 mars, le président Johnson surprend le monde entier en annonçant non seulement qu'il ne se présentera pas aux prochaines élections présidentielles mais, surtout, qu'il veut mettre partiellement un terme aux bombardements aériens et qu'il se déclare prêt à ouvrir des négociations avec le Vietnam du Nord¹. Pour l'opinion publique, la surprise est totale. Sans que la guerre ne diminue pour autant d'intensité, des négociations préliminaires débutent à Paris le 13 mai 1968 entre diplomates américains et nord-vietnamiens, mais il faut attendre janvier 1969 pour que toutes les parties en guerre soient présentes à la table des négociations, et encore quatre longues années pour que soit signé le traité de Paris, le 27 janvier 1973, grâce à la mise en place de négociations parallèles et secrètes.

Alors qu'un certain nombre d'études récentes ont mis en lumière les positions et les actions respectives des grandes puissances dans cette guerre (URSS², Chine³, Grande-Bretagne⁴), il n'est pas inutile, pensons-nous, de nous interroger sur le rôle exact de la France dans le processus qui a conduit les belligérants à l'ouverture des négociations – officielles puis secrètes – en 1968-1969. Car certaines initiatives françaises, toujours discrètes mais parfois décisives pour la paix, bien que saluées par la presse internationale dès 1968-1969 (par suite de quelques indiscretions) et davantage encore au

* Thèse en cours sur *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1969*, sous la codirection de Robert Frank et Laurent Césari, Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

1. RDVN ou République démocratique du Vietnam.

2. I. V. GAIDUK, *The Soviet Union and the Vietnam War*, Chicago, 1996.

3. Z. QIANG, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Londres, 2000.

4. R. STEININGER, « The Americans are in a Hopeless Position : Great Britain and the War in Vietnam, 1964-1965 », *Diplomacy and Statecraft*, 78 (nov. 1997), p. 237-285.

lendemain de la signature des accords de Paris, semblent être tombées ensuite, à de rares exceptions près, dans un oubli profond et durable. Comment expliquer cette longue amnésie ?

En premier lieu parce que, menées parallèlement à la guerre, ces actions françaises de « bons offices » étaient nécessairement entourées du plus grand secret. Aussi, jusqu'à l'ouverture de certaines archives publiques et privées⁵, jusqu'à la parution des mémoires de quelques-uns des acteurs⁶, ne pouvaient-elles précisément être connues du grand public, sinon de manière vague et déformée. Mais il faut aussi tenir compte, en second lieu, d'une polarisation médiatique – et historiographique – sur deux éléments importants de la conjoncture :

D'une part, les ondes de choc prodigieuses en apparence mais globalement infructueuses de la diplomatie gaullienne, dont les lignes de force⁷ dissimulent mal les ressentiments du général de Gaulle nés de la substitution de l'influence américaine à l'influence française, dans un territoire ayant jadis relevé de la souveraineté de la France. D'où, manifestement, un dialogue de sourds avec les dirigeants américains, fermement convaincus de la justesse de leur croisade et de l'inévitabilité de leur victoire. Il n'empêche, le charisme du général de Gaulle dans le monde est tel que chacun des propos qu'il martèle sur le problème du Vietnam acquiert une résonance considérable et que les Américains sont bien obligés d'en prendre acte⁸. D'autre part, l'ampleur relative du mouvement de contestation de la guerre du Vietnam en France dans les années 1966-1968, qui n'est pas lui non plus sans froisser encore davantage les susceptibilités des dirigeants américains⁹, concentre très tôt les feux de l'actualité. Si bien que les historiens, absorbés par les réactions publiques des gouvernants et du peuple français et concluant généralement à la faiblesse de leur impact final sur la paix au Vietnam, n'ont guère levé le voile jusqu'à présent sur le rôle certainement plus décisif des initiatives occultes.

Ceci posé, efforçons-nous de répondre aux trois interrogations suivantes : quelles ont été ces démarches françaises en faveur du rapprochement des belligérants et de la promotion d'une solution négociée ? Quelles sont les raisons qui ont permis aux intermédiaires français d'être acceptés ou même sollicités par les parties en guerre ? Enfin, quels ont été les résultats et l'impact de cette contribution française à la paix ?

5. Dont les papiers personnels de Jean Sainteny, déposés à la Fondation nationale des sciences politiques de Paris.

6. Lire par exemple les mémoires de R. AUBRAC, *Où la mémoire s'attarde*, Paris, 1996, p. 255 et suiv.

7. Condamnation sans appel de l'engagement militaire américain au Vietnam et exhortation à la négociation pour assurer la neutralisation de l'Indochine.

8. Notons que le président Johnson a délibérément refusé d'entretenir une polémique ouverte avec le général de Gaulle à propos du Vietnam pour ne pas aggraver l'état des relations franco-américaines.

9. Leurs représentants diplomatiques en France enregistrent avec un désarroi croissant la masse des pétitions françaises qui leur parviennent et se font fort, généralement, de relativiser l'ampleur des manifestations qui ont lieu en France contre la guerre du Vietnam.

Vers la négociation...

On a souvent dit et écrit que les Américains s'étaient murés dans une splendide indifférence à l'égard de l'expérience française en Indochine et de tous ces « colonialistes » de Français, « souillés » par leur défaite de mai 1954 à Dien Bien Phu, quels que fussent les bons conseils que ces derniers s'estimaient néanmoins qualifiés pour prodiguer. Sans nier que ce désintéret condescendant fût partagé par bien des Américains, le rappel de quelques faits, que nous regrouperons en deux phases distinctes, devrait suffire à nuancer substantiellement cette vision.

Première phase : 1965-1966

Les dirigeants américains, ignorant superbement les mises en garde du général de Gaulle¹⁰ et de son gouvernement, engagent résolument leur pays dans une guerre terrestre et aérienne au Vietnam, tout en déployant de vastes et vains efforts diplomatiques fortement mis en valeur¹¹ : la carotte d'une main ; le bâton de l'autre. Il devient vite ardu, pour l'historien, de démêler les intentions pacifiques sincères des manœuvres psychologiques destinées à alimenter la guerre des propagandes. Au même moment néanmoins, certaines personnalités françaises, connues pour leurs prises de position favorables à la négociation, trouvent auprès d'une partie des élites américaines, aux États-Unis ou en France, une audience assez remarquable. C'est le cas, en particulier, d'Étienne Manac'h, directeur d'Asie-Océanie au ministère des Affaires étrangères depuis 1960, régulièrement consulté par des hauts diplomates américains et par les sénateurs les plus ardents partisans de la négociation, tels Robert Kennedy et Mike Mansfield¹². C'est aussi le cas, plus inattendu peut-être puisque ne relevant pas spécifiquement de la sphère diplomatique, de Philippe Devillers, spécialiste de l'Indochine au Centre d'étude des relations internationales. Après s'être rendu au Sud Vietnam en

10. La plus solennelle, la plus cinglante et la plus retentissante de ces mises en garde, n'est autre que le célèbre discours du 1^{er} septembre 1966, prononcé par le général de Gaulle à Phnom Penh devant 100 000 personnes.

11. Ainsi, pour la défense de sa politique, le président Johnson souligne-t-il à plusieurs reprises dans ses mémoires que son gouvernement n'a jamais cessé d'être en contact indirect avec l'ennemi, depuis 1965, pour rechercher un règlement pacifique au conflit. Lire notamment J. B. JOHNSON, *Ma vie de Président, 1963-1969*, Paris, 1972, p. 305 et suiv. Pour une meilleure compréhension de l'échec de ces tentatives diverses, voir : R. MCNAMARA, *Argument Without End. In Search of Answers to the Vietnam tragedy*, New-York, 1999, p. 219-312.

12. Étienne Manac'h a publié ses mémoires, sous forme d'un journal s'ouvrant sur le 10 mai 1968. « Une décennie entière [1960 à 1969], j'avais lutté de toutes mes faibles forces pour que la paix fût enfin laissée à une vieille péninsule lointaine que j'aimais », confie-t-il dans ses *Mémoires d'Extrême-Asie. La face cachée du monde*, Paris, 1977, p. 12. Jean Lacouture, lors d'un entretien réalisé le 6 août 1999, nous a avoué que les Américains, tout en le respectant – et en le sollicitant – pour ses compétences, pour son honnête et inlassable dévouement au service de la paix au Vietnam, suspectaient Étienne Manac'h d'être pro-communiste, ce que de toute évidence il n'était pas... Sur les contacts et le rôle d'Étienne Manac'h dans le processus de paix, lire aussi M. P. SULLIVAN, *France's Vietnam Policy. A study in French-American relations*, Westport, 1978, p. 105-109.

1964 pour y sonder les vues de l'opposition vietnamienne sur une éventuelle solution négociée, il effectue, successivement en 1965 et 1966, deux tournées de conférences dans les principales villes universitaires américaines¹³. Leur impact est loin d'être négligeable. Philippe Devillers est même reçu à plusieurs reprises au Pentagone, au département d'État, ou encore à la Maison Blanche, où il rencontre les principaux conseillers et négociateurs de Johnson, parmi lesquels : Chester L. Cooper¹⁴, William Bundy, Walt Rastow, etc. Citons également Jean Lacouture, considéré aux États-Unis avec Philippe Devillers comme l'un des meilleurs spécialistes du Vietnam et fort d'un prestige évident dans de nombreuses universités américaines. En 1965, il rencontre lui aussi Robert Kennedy, alors en quête de contacts susceptibles d'aboutir à des rencontres possibles avec Hanoi et le FNL.

Que dire enfin de Jean Sainteny, que le général de Gaulle, en juillet 1966, décide d'envoyer en mission d'information à Hanoi, pour y « réveiller » les relations avec la France et y explorer les modalités d'une solution négociée ? Sainteny, préalablement en relation avec quelques-uns des plus éminents conseillers américains sur le Vietnam – dont Henry Kissinger, professeur de sciences politiques à Harvard et déjà consultant pour les affaires vietnamiennes au département d'État et à la Maison Blanche – profite de cette mission pour s'entretenir longuement des perspectives de négociation avec les dirigeants nord-vietnamiens, au premier rang desquels Ho Chi Minh et Pham Van Dong. En définitive, l'action de cette éminente personnalité, comme de toutes celles que nous avons évoquées¹⁵, dont la liste est loin d'être exhaustive, s'exerce invariablement dans le même sens : tenter de discerner les intentions pacifiques réelles des belligérants et s'efforcer de rapprocher leurs positions respectives, pour que s'ouvre enfin le processus négociatif. Cependant, jusqu'en 1967-1968, ces points de vue sont irréconciliables : pas question, en effet, pour les États-Unis, de stopper inconditionnellement les bombardements, ainsi que l'exigent les autorités nord-vietnamiennes, et de retirer du Sud Vietnam leurs forces armées ; pas question, pour ces dernières, d'accepter le maintien au Sud Vietnam du gouvernement du général Thieu, indéniablement perçu par les Américains comme un rempart vital contre les velléités réunificatrices des communistes et, en fin de compte, comme la justification morale de leur combat.

13. Entretien du 11 janvier 2000 avec Philippe Devillers.

14. À l'issue d'une conversation avec Philippe Devillers en mai 1965, Chester Cooper rédige un mémorandum pour le Président, dans lequel il résume l'argumentation du Français : le gouvernement vietnamien désire sérieusement négocier. Les États-Unis devraient engager des discussions directes avec Hanoi, évitant ainsi les complications qu'engendrerait inévitablement la participation des autres parties. Archives de la bibliothèque présidentielle L. B. Johnson, série *National Security Files*, sous-série *Vietnam Country Files*, carton n°17, *Memorandum of Conversation*, 21 mai 1965.

15. Toutes ces « personnalités-relais », en contacts réguliers avec les élites politiques françaises, américaines ou vietnamiennes, se connaissent d'ailleurs, s'estiment et se fréquentent régulièrement, bien que d'origines et de formations diverses. Il y a là un réseau de relations et de sociabilité à étudier plus en détail.

Deuxième phase : 1967-1968

Deux « filières » françaises méritent d'être évoquées, dans le cadre de la participation française aux contacts secrets préparatoires à une négociation : l'une est la « filière Sainteny », en germe dès 1966 comme nous venons de le montrer ; l'autre, la filière dite « Pennsylvania ». Derrière le nom de code attribué par les Américains à cette dernière, se cachent deux personnalités françaises : Raymond Aubrac, fonctionnaire international à la FAO – l'organisation onusienne pour l'agriculture et l'alimentation – et Herbert Marcovich, microbiologiste, directeur de laboratoire à l'Institut Pasteur de Paris. Il importe de souligner que ce dernier est membre du comité permanent du mouvement Pugwash, rassemblement de scientifiques et d'intellectuels du monde entier dans un effort commun au service de la paix, auquel assiste ponctuellement un certain Henry Kissinger. Or ces trois personnalités vont se trouver impliquées, dès juin 1967, dans une mission destinée à transmettre un message du comité permanent du mouvement Pugwash au président Ho Chi Minh, précisant à quelles conditions pourraient s'ouvrir des négociations¹⁶.

Il ne nous est malheureusement pas possible de relater ici le contenu des messages ni toutes les péripéties de cette mission. Il faut néanmoins retenir que les résultats de cette première mission furent jugés suffisamment prometteurs pour que la filière soit portée à la connaissance du président Johnson et que deux autres messages, émanant du secrétaire d'État, Dean Rusk, puis du secrétaire à la Défense, Robert McNamara, soient transmis par les mêmes intermédiaires en septembre 1967. Pourtant, comme les bombardements américains continuent et même s'intensifient tout autour d'Hanoi et que, par ailleurs, les Nord Vietnamiens préparent au Sud, dans le plus grand secret, une vaste offensive pour le Têt¹⁷ 1968 ; chacun conclut finalement, à l'égard de son ennemi, au double jeu. Bref, la hache de guerre est encore loin d'être enfouie sous terre et la filière « Pennsylvania » se solde apparemment par un échec. En réalité, elle ne va pas tarder à donner ses fruits, à l'abri de toute médiatisation.

Quant à Jean Sainteny, il n'imaginait pas, en 1966, qu'il allait bientôt participer à un véritable ballet de rencontres diplomatiques secrètes. Ce sont, outre certains ambassadeurs ou sénateurs américains, Kissinger avec lequel il entretient une correspondance suivie ; Harriman, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques devenu ambassadeur itinérant chargé très officieusement par Johnson d'explorer toutes les pistes pouvant conduire à la négociation ; son adjoint Cooper et bien d'autres. Mais, quels que soient les hommes que Sainteny rencontre, c'est toujours la même question qui les obsède : comment amorcer la négociation ? Et les conseils, qu'en toute connaissance de cause il lui arrive de donner, sont attentivement enregistrés, sinon suivis, alors même qu'à l'échelon le plus élevé, les relations franco-

16. Entretien avec Raymond Aubrac le 15 septembre 1999, avec Herbert Marcovich le 5 octobre 1999.

17. Nouvel An lunaire.

américaines sont passablement mauvaises. Il est donc grand temps à présent, pour dépasser cet apparent paradoxe, de comprendre les raisons qui expliquent le choix de tel ou tel intermédiaire par les belligérants.

Les raisons d'un choix

Plusieurs facteurs jouent, de toute évidence, en faveur des Français. Et d'abord des facteurs extérieurs aux personnalités elles-mêmes, tels que le poids de l'histoire, de la conjoncture, etc. Avant tout, la France peut se prévaloir d'une histoire commune, presque séculaire, avec les Vietnamiens dans la paix comme dans la guerre et, partant, d'une bonne connaissance du terrain, des mentalités et des modes de raisonnements vietnamiens¹⁸. Elle est, de surcroît, l'une des principales puissances signataires des accords de Genève qui ont mis un terme à la guerre d'Indochine en juillet 1954 et porte à ce titre, aux yeux des seuls Nord Vietnamiens, la responsabilité de leur application. Ensuite, parmi les héritages de l'histoire coloniale, la France possède encore – au Vietnam du Sud essentiellement – d'importants intérêts culturels et économiques¹⁹ et, de manière plus générale, un capital affectif qui se manifeste notamment par la présence d'une importante colonie vietnamienne en France. Enfin, l'autorité et le charisme incontestables du général de Gaulle, ses tentatives pour contrebalancer l'hégémonie américaine ou soviétique, la diplomatie qu'il développe en faveur du Tiers-Monde et, en particulier, de la RDVN²⁰ – de laquelle il se rapproche nettement à partir de 1966 – font que la France peut sans doute, plus facilement que d'autres, se faire accepter comme trait d'union²¹. Le fait que la diplomatie française possède des voies de communication ouvertes avec toutes les parties en guerre lui permet d'arguer des deux atouts indispensables à toute action efficace voulue par un tiers pour favoriser une pré-négociation : la transitivité et la crédibilité.

Pourtant, si la France a pu utiliser sa capacité de médiation dans le conflit américano-vietnamien, ce n'est pas par la voix officielle de son président de la République qu'elle l'a fait, mais par le truchement d'une poignée de personnalités françaises, à titre confidentiel et strictement privé, quoique le général de Gaulle ait été régulièrement informé de ces initiatives

18. Certains experts américains, nous l'avons vu, ont su en tirer profit...

19. Pour les intérêts économiques français au Vietnam, voir le chapitre de H. TERTRAIS, « Les intérêts français en Indochine entre 1954 et 1975 », dans *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, P. BROCHEUX dir., Bruxelles, 2000, p. 37-52. Quant aux intérêts culturels de la France au Vietnam du Sud, nous signalons notre contribution à un ouvrage collectif à paraître en 2001 : P. JOURNOUD, « Face-à-face culturel au Sud Vietnam, 1954 -1965 » dans *Essais d'histoire de diplomatie culturelle*.

20. Cf. note 1.

21. Avec les limites qu'impose le refus par le général de Gaulle d'une médiation officielle de la France, tel qu'il est clairement exprimé dans le discours de Phnom Penh du 1^{er} septembre 1966, autant que dans les réactions américaines à ce discours.

diverses²². Aussi faut-il nous pencher désormais sur les qualités intrinsèques de ces émissaires de la paix.

Si l'on prend l'exemple de Jean Sainteny et de Raymond Aubrac, au-delà des différences de caractère et de conviction qui les séparent inévitablement – le premier est un fervent gaulliste de droite ; le second, un socialiste de cœur²³, ce qui lui vaudra d'ailleurs, avant de servir d'intermédiaire, d'être l'objet d'une sérieuse enquête diligentée par Robert McNamara – il y a peut-être plus de similitudes entre les deux hommes que l'apparence donne à penser. Tous deux, en effet, ont été choisis comme intermédiaires pour des raisons similaires, à commencer bien sûr pour leurs liens étroits avec le Vietnam et les Vietnamiens. Jean Sainteny a déjà un long passé qui le lie à cette région : de 1929 à 1931, il intègre la banque de l'Indochine ; en 1945, il est nommé chef de la mission militaire française en Chine, chargée d'effectuer des infiltrations dans le Nord de l'Indochine, puis il devient commissaire de la République pour le Tonkin et l'Annam Nord : à ce titre, il signe avec Ho Chi Minh les accords du 6 mars 1946, premier pas vers une décolonisation espérée pacifique. Après la signature des accords de Genève, il est nommé « délégué général du gouvernement français auprès de son Excellence Ho Chi Minh ». Il tente alors, souvent avec succès, de maintenir des contacts fructueux avec les dirigeants de la nouvelle République démocratique du Vietnam. Au sujet de Raymond Aubrac, plus connu pour son rôle dans la résistance, on sait moins qu'en 1944, il tisse ses premiers liens avec le Vietnam comme commissaire régional pour la République en Provence, en s'occupant d'améliorer le sort de travailleurs indochinois et, surtout, qu'en 1946, pendant que s'enlise la conférence de Fontainebleau, il héberge dans sa maison de campagne le président Ho Chi Minh, avec lequel il se lie d'amitié²⁴. En 1955, il se trouve à Pékin puis à Hanoi, sur les suggestions du président Ho Chi Minh, avec pour mission de débloquer les négociations du premier accord commercial entre la RDVN et... Jean Sainteny !

Ainsi, Raymond Aubrac comme Jean Sainteny ne sont pas, loin s'en faut, des novices du Vietnam : leur passé, leurs relations et leurs compétences propres, en font des intermédiaires tout désignés entre Américains et Vietnamiens, alors même qu'ils ne sont pas diplomates de métier (ce qui les rend sans doute plus libres de leurs actes). Leurs qualités morales jouent

22. Jean Sainteny, tout comme Raymond Aubrac, semblent avoir éprouvé quelques regrets de ne pas avoir été davantage soutenus dans leurs missions de « bons offices » par le Général pour qui les conditions d'une action valable de bons offices ou de médiation n'étaient pas réunies. Claude Dulong (ex-épouse de Jean Sainteny), dans son ouvrage *La dernière pagode*, Paris, 1989, p. 170-181, retrace avec une grande précision les instances répétées de Jean Sainteny auprès du général de Gaulle, afin de convaincre ce dernier de donner son accord à une demande américaine de bons offices (officiellement présentée par Chester L. Cooper à Jean Sainteny le 17 janvier 1967) et, finalement, le désarroi de Jean Sainteny face à l'intransigeance du Général dans son refus de toute entremise française à caractère officiel.

23. Un « socialiste de gauche » pour paraphraser R. MC NAMARA, *Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons*, Paris, 1996, p. 286.

24. Herbert Marcovich nous a confié que, sans cette amitié, les Nord Vietnamiens auraient refusé la filière « Pennsylvania ».

aussi : le sens du devoir, mis au service de la France à de nombreuses reprises – notamment, pendant la Seconde guerre mondiale, où les deux hommes se sont illustrés dans des opérations courageuses – leur inlassable engagement au service de la paix, allié à une sérieuse discrétion, leur ont permis, généralement sur les sollicitations américaines, de contribuer, même très modestement, à harmoniser les positions antagonistes des belligérants²⁵. Précisément, que peut-on dire pour conclure des résultats concrets de ces « bons offices » français ?

Des avancées décisives pour la paix

À la lecture des mémoires des principaux acteurs de la politique américaine au Vietnam²⁶, il ressort que c'est aux initiatives françaises que l'on attribue la plus grande efficacité. Pourquoi ? Si l'on en croit les récentes et courageuses confessions de Robert McNamara, la filière Pennsylvania²⁷, en favorisant – plus que jamais auparavant – l'établissement d'un véritable dialogue entre les gouvernements américains et nord-vietnamiens, se trouve indiscutablement être la cause directe du discours de San Antonio (29 septembre 1967). Ce jour-là, le président Johnson annonce que les États-Unis sont désormais prêts à stopper les bombardements si assurances leur sont données, en privé, que cela débouchera sur des discussions fructueuses et à condition que les Nord Vietnamiens ne cherchent pas à profiter militairement de l'arrêt des frappes. Mais la proposition, connue sous le nom de « formule de San Antonio » n'allait pas encore assez loin puisqu'elle était assortie de conditions inacceptables aux yeux d'Hanoi. Lors de l'entretien du 25 juillet 1967 avec Raymond Aubrac et Herbert Marcovitch, Pham Van Dong avait pourtant souligné que le Nord Vietnam pourrait se contenter d'un

25. Voici ce qu'écrivit Henry Kissinger à propos de Jean Sainteny : « Sainteny était un homme élégant et extrêmement intelligent, qui, durant des années où il n'existait aucun contact entre les États-Unis et Hanoi, m'avait donné un premier aperçu de la mentalité vietnamienne. Il avait passé beaucoup de temps à me faire part de ses expériences à Hanoi et à me donner son appréciation sur notre engagement dans la guerre du Vietnam. Comme beaucoup de Français qui avaient servi en Indochine, il considérait que notre entreprise était vouée à l'échec, jugement qui n'allait pas sans un certain nationalisme : comment l'Amérique pouvait espérer gagner là où la France avait échoué ? Contrairement à nombre de ses compatriotes, il comprenait l'importance d'un dénouement honorable pour les États-Unis et pour d'autres peuples libres. [...] Je faisais confiance au sens de l'honneur de Sainteny, et je savais que l'on pouvait compter sur lui pour faire ce à quoi il s'était engagé. En outre, il jouissait également de la confiance des Nord Vietnamiens : on ne pouvait en demander davantage à un intermédiaire », H. KISSINGER, *À la Maison Blanche, 1968-1973*, t. I, Paris, 1979, p. 289-290.

26. H. KISSINGER, *op. cit.*, p. 243-244, 269, et 289-295 ; Id., *Diplomatie*, Paris, 1995, p. 600-601.

27. Remarquons qu'à ce sujet, les décideurs américains, dans leurs écrits et dans certaines interviews, ont consciemment ou non choisi d'occulter (L. B. Johnson) – ou de restreindre (R. Mc Namara, H. Kissinger en particulier) – le rôle du mouvement Pugwash dans la naissance de la mission Aubrac-Marcovitch, faisant apparaître la filière Pennsylvania comme davantage initiée et conduite par le gouvernement américain qu'elle n'a été en réalité. Si la mission n'avait pas été endossée par les membres de Pugwash, il ne fait aucun doute que Raymond Aubrac aurait refusé de se faire « l'agent » du président Johnson.

arrêt *de facto* des bombardements américains et qu'aucun délai n'était exigé entre cet arrêt et le début des négociations²⁸.

Or, voilà qu'en mars 1968, le président Johnson se décide à annoncer unilatéralement et inconditionnellement l'arrêt, quoique partiel²⁹, des bombardements : c'était précisément ce qu'avaient recommandé, outre Raymond Aubrac dans une courte note remise à Kissinger au terme de la mission de 1967, la plupart des personnalités impliquées dans la recherche de la paix. De ce fait, on peut affirmer que Pennsylvania, corollairement à l'impact considérable sur l'opinion publique mondiale de la retentissante offensive du Têt 1968³⁰, a joué un rôle non négligeable dans le processus qui a conduit les belligérants à accepter l'ouverture des pourparlers préliminaires de paix, à Paris, le 13 mai 1968³¹. Que la capitale française ait d'ailleurs été choisie comme siège des négociations de paix américano-vietnamiennes, en dépit du manque d'enthousiasme américain, n'est pas le fruit du hasard, mais l'aboutissement logique des efforts, et de la diplomatie française, et des intermédiaires non diplomates auxquels nous avons fait de brèves allusions.

Cependant, les choses ne s'arrêtent pas là. Après des semaines de discussions stériles, tout au long desquelles les diplomates français en charge du Vietnam sont régulièrement sollicités par l'une ou l'autre des parties pour donner leur point de vue et suggérer des solutions de déblocage, il faut se résoudre au constat d'achoppement des négociations officielles, devenues une vaste tribune officielle de propagande pour les belligérants, tandis que les combats s'intensifient sur le terrain. Et c'est encore Jean Sainteny qui, sur les sollicitations de Henry Kissinger et à la suite d'une entrevue secrète, en juillet 1969, avec le président Nixon en personne, favorise l'éclosion de rencontres américano-vietnamiennes secrètes de haut niveau³² : le 4 août,

28. R. AUBRAC, *op. cit.*, p. 269.

29. Au nord du 20^e parallèle.

30. Le 31 janvier 1968, les troupes du FNL, aidées par le Nord, lancent une série d'attaques simultanées et coordonnées dans plus d'une centaine de villes et villages du Sud Vietnam, dont Saïgon. La surprise n'est pas si totale qu'on a pu l'écrire – les préparatifs de l'offensive avaient été en partie repérés par la CIA (agence centrale de renseignements des États-Unis) plusieurs mois à l'avance, mais l'ampleur et la rapidité de l'attaque ont pris de court les chefs militaires américains. Il leur faudra plusieurs semaines pour repousser l'offensive, au prix de lourdes pertes civiles et militaires. Quoi qu'il en soit de ces succès militaires, c'est sur le terrain médiatique que les dommages sont les plus irréparables. Le monde retiendra surtout l'image du commando « viet-cong » faisant irruption dans le cœur même de l'ambassade des États-Unis à Saïgon.

31. « Cette initiative secrète [Pennsylvania] [...] contribua à ouvrir la voie à la rencontre des délégués américains et nord-vietnamiens à Paris le 10 mai 1968 », souligne Robert MC NAMARA, *Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons*, Paris, 1996, p. 285. À la page 291, il ajoute en forme de conclusion : « L'initiative avait posé les bases des négociations de 1968 ». Côté vietnamien, on peut relever une citation précieuse de M. Nguyen Khac Huynh, dans le dernier ouvrage de R. MC NAMARA, *op. cit.*, p. 300 : « Pennsylvania made negotiations seem possible ». Nguyen Khac Huynh, aujourd'hui historien de renom, a supervisé en 1967, au ministère des Affaires étrangères de la RDVN, les principales initiatives de paix incluant la participation de tiers.

32. Pour de plus amples informations, lire en particulier C. DULONG, *op. cit.*, p. 199-212, et consulter la thèse de P. ASSELIN, *The quest for a negotiated settlement on the Indochinese*

Xuan Thuy (chef de la délégation nord-vietnamienne aux pourparlers de Paris), Mai Van Bo (délégué général de la RDVN en France), Nguyen Dinh Phuong – le traducteur – et Henry Kissinger³³, accompagné du général Walters, attaché militaire à l'ambassade de Paris, se rencontrent pour la première fois – mais non la dernière ! – au domicile de Jean Sainteny. Bien que ce dernier ait toujours tenu à rester en dehors de ces conversations dont le secret devait – et allait – être rigoureusement préservé, on voit comment il s'est trouvé intimement mêlé à la naissance du principal forum de négociations privées, duquel naîtra, en 1973, l'accord de paix. Derrière le paravent des négociations officielles, une poignée d'hommes œuvrait donc secrètement à la paix au Vietnam, avec le concours pratique et la complicité active de quelques Français du plus haut rang : Jean Sainteny, Michel Jobert, conseiller du président Pompidou, le ministre des Affaires étrangères Maurice Schumann et le président Pompidou lui-même.

Pendant quelques années encore – car la paix, en 1969, n'est toujours pas à portée de main –, diplomates (dont Maurice Schumann, Étienne Manac'h et son successeur à la direction d'Asie au Quai d'Orsay, Henri Froment-Meurice³⁴) et non diplomates (Aubrac et Sainteny toujours au premier plan) se sont efforcés, sans relâche, de jeter des ponts entre les belligérants, de favoriser un dialogue continu et de faire avancer ainsi la recherche d'un compromis.

Aussi discutable que fut la guerre menée vingt ans plus tôt par la France en Indochine, aussi modeste et discret fut le rôle des Français dans la résolution de la guerre du Vietnam³⁵ ; aussi longues furent les négociations de paix et amers les événements qui ont suivi la signature des accords de Paris ; y aurait-il une seule raison pour ne pas reconnaître à sa juste valeur la contribution française à la recherche de la paix ? La guerre du Vietnam demeure encore aujourd'hui un véritable traumatisme pour les Américains, dans leur conscience, comme pour les Vietnamiens, dans leur chair. Mais, pour les Français, faucons mués en colombes, si c'est une manière de donner un sens à l'histoire tumultueuse des relations franco-vietnamiennes et d'exorciser les complexes dont nous ne sommes pas encore pleinement guéris, alors on nous pardonnera sans doute d'avoir rappelé, au-delà des contingences de la vie politique intérieure et internationale, leur contribution à l'édifice toujours fragile de la paix.

crisis : North Vietnamese-American secret diplomacy, 1968-1973, dirigée par M. Truong Buu Lam, 1997, p. 26-29.

33. En envoyant à Paris son principal conseiller en politique étrangère, Nixon espérait ainsi favoriser une négociation rapide.

34. H. FROMENT-MEURICE, *Vu du Quai, 1945-1983*, Paris, 1998.

35. N'oublions pas que bien d'autres personnalités étrangères – roumaines, polonaises, canadiennes, britanniques, indiennes, soviétiques, etc. – ont également été à l'origine d'initiatives multiples aux fortunes diverses.